

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/ANOCRATIE-Colombie-le-paradigme-par-excellence>

# **ANOCRATIE ! Colombie, le paradigme par excellence ?**

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : jeudi 6 décembre 2012

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

### **Ne rougissez pas. La Colombie peut être facilement considérée comme le paradigme par excellence de l'anocratie.**

Ne vous trompez pas non plus. Au delà du fait que ce terme suggère de s'adapter parfaitement au style des gouvernements colombiens et aux attitudes qui ont caractérisé la gestion des relations internationales du pays face aux puissances mondiales - surtout, pendant les dernières administrations d'Uribe Vélez, et l'actuelle, présidée par Juan Manuel Santos - notamment, en ce qui concerne les *Traités de libre échange* favorables aux États-Unis et à l'Union Européenne, ou la scandaleuse cession de la souveraineté, via les 7 bases militaires sur le territoire colombien, deux faits ingénieusement illustrés par un Sénateur de la République : « *Uribe ne s'est pas agenouillé ; il s'est couché* » -, c'est un concept scientifique émergent de la science politique étasunienne qui tente de déchiffrer les détails d'un type de régime politique autoproclamé comme démocratique, mais qui en réalité ne s'avère pas l'être.

Selon des investigations publiées dans le prestigieux *The American Political Science Review*, l'« anocratie » ([anocracy](#)) se réfère à un régime politique « mi démocratie, mi dictature ». Et bien qu'il puisse exister différentes variantes, en général, le concept ne recueille ces régimes, qui au milieu d'un contexte de guerre civile, maintiennent les institutions démocratiques (comme le parlement, par exemple) bien que *seulement de façon nominale* [1]. Par cette voie, ils réussissent à coopter une partie de la société et à construire une base d'appui pour l'exercice du pouvoir politique, sous les « urgences » toujours exigées par la gestion de ce type de conflits et de situations critiques, qui finit par ignorer les pré requis démocratiques, dans certains cas, dans les formes mais fondamentalement leurs contenus substantiels [2]

Pour la Colombie, un cas relativement négligé dans le cadre de ces études et à partir de la majorité des trouvailles sur ce type de régimes, plusieurs conclusions pourraient être tirées vis-à-vis des débats politiques et académiques les plus actuels.

Dans son essai intitulé : « [Ethnicity, Insurgency, and Civil War](#) » (2003), Fearon et Laitin, politologues étasuniens qui développent cette idée, proposent que, pour comprendre les guerres civiles en termes d'insurrection, (une guerre de guérilla, surtout rurale), les facteurs explicatifs sur le penchant des pays vers des conflits létaux, « ne sont pas leurs caractéristiques ethniques ou religieuses » (diversité) - comme la littérature l'a soutenu d'une manière invétérée - mais plutôt ces « conditions qui favorisent l'insurrection », en commençant par la pauvreté.

La combinaison d'États « faibles », « capricieux », instables politiquement et dans des contextes géographiques « compliqués » et de populations importantes, finit par compléter le tableau explicatif.

Contrairement aux analyses les plus conventionnelles, Fearon et Laitin soulignent que les gouvernements fragiles, économiquement, de façon organisationnelle et politiquement « *se montrent plus enclins et perméables à l'insurrection à cause d'une faiblesse de leurs politiques locales ou à des pratiques contre-insurrectionnelles ineptes et corrompues [qui] incluent souvent la propension à des représailles brutales et sans discernement qui conduisent les non-combattants locaux vers les forces rebelles* » [3]

La conclusion principale est que la sortie de cet état de fait en vigueur dans le pays serait possible dans le cas d'un projet politico-social de l'État avec le plein exercice des fonctions publiques, politiques, économiques et sociales souveraines, capable de garantir précisément l'exercice de la liberté civile et politique mais surtout, réduisant fortement l'inégalité socio-économique, de façon formelle et concrètement.

Ce qui paraîtrait, en principe, un appel à l'évidence et au bon sens, cependant, ne l'est pas.

D'abord, parce que en termes académiques les postures les plus traditionnelles de la dite « *violentologie* » mais plus récemment la « *nouvelle violentologie* », sous l'auspice de la Banque Mondiale (Paul Collier) et accueillis implicitement et explicitement, dans de nombreux cas sans réfléchir, par une large audience de spécialistes de la violence en Colombie, qui répètent à l'unisson que : « (...) *la violence civile est associée à l'appropriation et au pillage, par des groupes d'insurgés, des revenus des exportations primaires ... La majorité des mouvements d'insurgés, plus qu'une expression politique, sont une forme de criminalité organisée, pour tirer des bénéfices ... Statistiquement il n'y a pas de relation entre le conflit civil et les causes objectives des injustices* » [4] Sous cette thèse, la marge pour la *solution politique* du conflit tend à se réduire en complotant une sortie équivoque (militaire) et aussi - depuis notre point de vue - erronée. Les conflits contemporains sont complexes, c'est-à-dire, ils articulent et concentrent des réalités multiples : politiques, économiques, sociales, culturelles, etc. avec les quelles, toute sortie de conflits doit - en plus d'être complexe - s'occuper de chacun, et en même temps, de tous ces composants tout en accordant la priorité au plus déclencheur et en privilégiant toujours la négociation politique avant la force brute, *manu militari*.

Deuxièmement, l'approfondissement *in vivo* de l'actuel projet néolibéral (et ses projections para-institutionnelles) contredisent de manière flagrante un virage dans la bonne direction.

La reformulation radicale du projet sociopolitique et du modèle économique colombien en regardant vers l'avenir est une question urgente. Sur ce sujet il n'y a pas de retour au passé donc, contre le fameux proverbe populaire, les choses *avant* le néolibéralisme n'ont pas substantiellement été meilleures même si moins impudiques. Ici, il ne s'agit pas de renforcer simplement « institutionnellement » l'État, ou appeler de façon ingénue à l'exacerbation de l'*appareil étatique*. Il est nécessaire de le reconstituer ainsi *qu'une relation sociale basique* et d'inverser ainsi la crise provoquée par le néolibéralisme à travers une formule politico-économique et sociale renouvelée.

Renoncer alors à la reconstruction et à la reconstitution de l'État par une clé Sociale et Populaire et un modèle de développement différent du néolibéralisme, contraire à ce qui fut imposé depuis le *césarisme économique* de Gaviria dans les années 90, jusqu'au bonapartisme Uribiste du nouveau millénaire et qui continue maintenant sous la cape de Santos, ce n'est pas autre chose que d'animer le cercle vicieux de la violence aveugle dans lequel aujourd'hui nous nous débattons. Dans ce cas, en commençant par les classes dirigeantes, deviennent - comme ils l'ont majoritairement fait - complices indiscutables des malheurs qu'ils, seulement en apparence, disent combattre.

Malheureusement le panorama de la réalité colombienne, invoquée candidement par des « analystes » désinformés sur notre mal -appelée « démocratie plus ancienne du continent » - surnom qu'il faut, pour le moins, abandonner tout de suite (en commençant par les politologues) par pure pudeur intellectuelle et comme une façon de respecter les faits réels les plus sensés, l'intelligence et le bon sens - s'avère une antipode assez paradigmatique face aux sorties que nous avons déjà ébauchées.

La clé serait alors de commencer à matérialiser la volonté de transiter depuis le régime néolibéral *anocratique* en vigueur aujourd'hui vers autre chose.

© José Francisco Puello-Socarrás pour la [Revista Izquierda](#) No. 29, décembre 2012.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo](#). Paris, le 6 décembre 2012.

## [\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

Post-scriptum :

\* **José Francisco Puello-Socarrás**. Politologue, Diplômé en Administration Publique et Doctorant en Sciences Politiques. Professeur à l'Université Nationale de San Martin (Argentine).

---

[1] NDLT : Les anocraties sont des régimes situés à mi-chemin entre une autocratie et une démocratie. L'anocratie, est un type de régime où le pouvoir ne revient pas aux institutions publiques (comme dans une démocratie normale) mais réparti parmi des groupes de l'élite qui sont en concurrence constamment les uns avec les autres pour le pouvoir.

[2] Gandhi, J. et Vreeland, J., « [Political Institutions and Civil War : Unpacking Anocracy](#) », 2004.

[3] Fearon, J. et Laitin D., « *Ethnicity, Insurgency, and War Civil* », *The American Political Science Review*, Vol. 97, Non. 1 (Feb., 2003), pp. 75-76.

[4] [Revista Dinero](#), « *Nueva Violentología* » (le 5 décembre 2000). Aussi les auteurs comme Weinstein, Jeremy, « *Inside Rebellion. The politics of insurgent violence* », New York, Cambridge University Press, 2007.